



Association Loi 1901
8, rue du Lavoisier
78730-Saint Arnoult en Yvelines

Tél : 06 07 29 85 35
Site : <http://a10gratuite.free.fr>
Courriel : a10gratuite@free.fr

COMMUNIQUE

Le 24 février 2012 trente élus de l'Essonne et des Yvelines* se sont adressés ensemble à Madame KOSCIUSKO-MORIZET, alors ministre de l'écologie du développement durable, des transports et du logement, afin d'être reçus après ses annonces concernant l'A10 francilienne.

En effet, ils considèrent que *"ces dispositions ne peuvent constituer une réponse aux problèmes posés par le péage. Elles sont périphériques par rapport au cœur du dossier. Elles auront des effets dérisoires pour les usagers des tronçons franciliens de l'A10 et de l'A11. Elles n'auront pas d'incidence sur le trafic engendré par le péage sur le réseau secondaire. Elles ignorent les péages d'Ablis et d'Allainville qui sont essentiels à la réduction du trafic sur la voirie locale."*

Dès la démission de Madame KOSCIUSKO-MORIZET les élus ont naturellement adressé leur courrier aux membres du gouvernement qui sont maintenant en charge du ministère aux mêmes prérogatives : M. FILLON et M. MARIANI.

Leur intervention est toujours sans réponse.

De ce fait, nous venons de relancer le gouvernement en ces termes :

"Avec les élus signataires nous voulons en effet considérer que ce transfert de responsabilité n'est pas formel, et que ce ministère ne sera pas vacant jusqu'aux prochaines élections. Il serait regrettable que la sollicitation d'élus de niveau de responsabilité et d'engagements politiques très différents, ne soit pas entendue et écoutée." Puis nous adressant à M. FILLON, Premier ministre, *"Vous avez été Premier ministre durant toute la législature. Vous avez donc eu tout à la fois le temps et les moyens pour régler le dossier qui nous préoccupe. Cinq ministres ont successivement eu la possibilité d'y apporter les réponses nécessaires. Aucun n'a été capable de les chercher, encore moins de les trouver."*

A l'approche d'échéances électorales nationales importantes, nous tenions à informer les électeurs afin qu'ils puissent se prononcer en toute connaissance de cause, notamment sur ce sujet particulier, à partir d'une réalité objective, dégagée d'objectifs politiques : les actes et seulement les actes !

* Voir la liste des signataires sur notre site